Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/La-signification-de-l-argentinazo>

La signification de l'argentinazo

- Argentine -

Date de mise en ligne : mercredi 5 mars 2003

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

L'extraordinaire massivité du soulèvement, la victoire écrasante sur les forces de répression, le succès que représente le fait d'avoir chassé un gouvernement d'affameurs, font des journées révolutionnaires de l'argentinazo [1] un tournant dans l'histoire des rébellions populaires de notre pays. Ces journées couronnent une décennie d'intenses luttes préparatoires et ouvrent une étape de mouvements plus radicaux et massifs, comme le démontre déjà le cacerolazo [2] qui a contraint le nouveau gouvernement de Rodriguez Saa à démettre les membres du cabinet les plus corrompus, et qui semble devoir liquider son intérim.

La chute d'un gouvernement civil d'origine « progressiste » et au service du FMI, comme résultat immédiat de l'action directe d'une mobilisation populaire, a peu d'antécédents dans le monde. La réussite du soulèvement est due à la convergence dans la lutte de l'ensemble des secteurs de la population frappés par l'ajustement. Cette convergence entre les travailleurs, les chômeurs, la classe moyenne et la jeunesse a, en 48 heures, démolit Cavallo-De la Rúa et leur état de siège.

Les acteurs de la lutte

L'éclatement de l'argentinazo a été précédé d'une longue séquence de révoltes, inaugurée par le Santiagazo [3] de 1993 et poursuivie à travers les soulèvements des localités de Cutral-Co et General Mosconi. Au cours des deux principales journées de la rébellion, c'est à nouveau la mobilisation des chômeurs et précaires de la banlieue de Buenos Aires et des provinces, réclamant de la nourriture par une action directe, qui a prédominé. Les millions de travailleurs plongés dans une misère absolue se sont rassemblés dans leurs quartiers et, en coupant les rues [4], ont montré la voie à tous les secteurs mobilisés. Même si l'action organisée du mouvement piquetero a eu à cette occasion une incidence moindre, les formes de lutte qu'il a introduites servent maintenant de modèle à toutes les irruptions populaires.

L'argentinazo a condensé une succession de grèves et manifestations de travailleurs du téléphone, de l'aéronautique, de l'industrie céramique, des chemins de fer, des employés municipaux et des enseignants, dont l'impact a été important avant et après la grève de masse du jeudi 13 décembre, convoquée par les trois centrales syndicales. Comme cela a été traditionnellement le cas en Argentine, ces mouvements ont constitué la toile de fond de la révolte générale. Pour la énième fois, ils ont prouvé que les grèves « servent à quelque chose » et que la classe des travailleurs - socialement très durement frappée - continue de jouer un rôle décisif dans les grandes confrontations. Quoique l'intervention organisée de la classe ouvrière n'ait pas eu, lors des deux journées clés, la puissance et la force d'attraction du 17 octobre [5], du cordobazo ou de la grève générale de 1975, parce que la crainte d'un débordement avait conduit les deux CGT et la direction de la CTA à demeurer en retrait, très loin de l'épicentre de la lutte.

La classe moyenne a pris la tête de l'explosion spontanée du mercredi 19, qui a culminé dans l'occupation de la Place de Mai [6]. La confiscation des dépôts à terme et la bancarisation forcée ont été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase d'une semaine d'indignation à la porte des banques et de plusieurs années de résistance à la paupérisation. Les électeurs de l'Alliance [7] qui avaient inauguré les cacerolazos à l'invitation de Chacho Alvarez ont fini par produire un vacarme assourdissant sous les fenêtres de son associé Cavallo. Ils étaient déjà descendu dans la rue lors de protestations antérieures (par exemple, contre les inondations), mais cette fois, personne n'est resté à la maison.

L'importance du cacerolazo réside en ce qu'il a introduit la revendication explicite d'en finir avec De la Rúa et Cavallo

à travers une manifestation en direction du centre du pouvoir, qui a mis en pièces les intentions gouvernementales de diviser la population entre « pillleurs de la banlieue » et « propriétaires du centre ». Il a enterré l'opération « psychose du pillage » montée par les services secrets et les médias pour terroriser la classe moyenne et parvenir à l'opposer aux « vandales ». Le gouvernement est tombé précisément parce qu'il s'est trouvé confronté au rejet par ce secteur de l'état de siège. A la différence de 1955, la classe moyenne ne se trouve plus entraînée dans un gorillisme [8] hostile à la classe ouvrière et ne fournit plus une base sociale à des coups d'Etat militaires. Elle forme un secteur plus appauvri, plus laïque et plus radicalisé.

La jeunesse a fait front dans la rue face à la répression. Défiant les matraquages, supportant les gaz lacrymogènes, récupérant cent fois chaque pouce de terrain perdu face aux chevaux de la police montée et aux balles, elle a dans la bataille du jeudi 20 déterminé la victoire de la mobilisation. Cette action a été le baptême du feu définitif de toute une génération qui n'a pas subi la dictature militaire, mais qui a souffert du génocide social et de la brutalité policière des 20 dernières années. Les étudiants, employés et motoqueros [9] qui ont résisté pied à pied, au côté des Mères de la Place de Mai, recréent l'héroïsme des années 70. Les enfants des acteurs du cordobazo ont déjà à leur actif le succès d'un argentinazo et constituent la force motrice des batailles qui vont se dérouler à partir de cette victoire.

Le seul courant politique à avoir été présent au sein des quatre forces qui ont convergé dans la rébellion est l'extrême-gauche [10]. Aucun élu, responsable ou représentant public d'aucune autre tendance ne s'est risqué dans la rue dans les moments de répression. Ces gens savent improviser tous types de discours, mais sont étrangers à tout engagement à risquer leur peau au côté du peuple sur les barricades. Tandis que la droite [11] réclamait davantage de répression et que les péronistes préparaient en cuisine le nouveau gouvernement, les anciens membres de centre-gauche de l'Alliance choisissaient de disparaître. En participant activement à l'action, la majorité des partis de gauche a démontré une conduite vaillante et révolutionnaire. Mais l'extrême-gauche est aujourd'hui confrontée à un défi d'un autre type : trouver le chemin d'une fusion politique avec les masses, qui permette d'ouvrir une voie vers le socialisme.

La nouvelle situation

Le gouvernement qui avait débuté en 1999 en assassinant des travailleurs dans la ville de Corrientes fait ses adieux en ajoutant à son bilan 27 victimes de la sauvagerie policière. L'état de siège n'a pas été un « excès » mais une mesure réclamée par tous les porte-parole de la classe dominante (journal La Nacion, chambres patronales, banquiers, Union industrielle argentine), qui ont exigé la « restauration de l'ordre » par les vieilles méthodes des dictatures. C'est pour cela que le nombre de morts est double de celui advenu dans la crise de 1989. Les permis de tuer ont été délivrés, comme le démontrent l'usage d'armes à feu pointées en direction des organes vitaux des victimes, l'absence d'information dans les hôpitaux, les dénonciations de tortures, la dissimulation de preuves en justice et l'existence d'un plan pour faire intervenir 10.000 soldats si la police était débordée.

La victoire populaire a mis un coup d'arrêt au projet initial de militarisation, placé les tueurs sur la défensive et même face à une possible incarcération. Les responsables directs du massacre (Mathov et Santos) [12] pourraient finir en prison si la mobilisation contre leur impunité se poursuit. De plus, la libération des personnes emprisonnées lors des manifestations est déjà en cours et l'on bataille pour l'abandon des charges retenues contre tous les combattants du mouvement social. Le très fragile gouvernement de Rodriguez Saa se voit également contraint de recevoir les Mères de la Place de Mai et d'envisager l'abrogation du décret empêchant d'extrader des militaires génocidaires réclamés par la justice [13].

Mais si la victoire de l'argentinazo a fait échouer la militarisation, elle a également mis en évidence l'existence d'un appareil répressif préparé pour intervenir contre le peuple par le fer et le feu. Si ce dispositif est demeuré en réserve face à l'avancée populaire, la bourgeoisie conserve une carte contre-révolutionnaire qu'elle jouera en présence d'une situation extrême et qui doit être érodée dès maintenant. Ainsi que le prouve l'assassinat tranquille des trois jeunes

de Floresta, le samedi 29, il y a de nombreux répresseurs disposés à se lancer dans une guerre ouverte et sanglante, et dont le bras ne pourra être arrêté que par une réaction énergique, à l'image de celle qui a commencé dans ce quartier et tend à s'étendre à toute la capitale fédérale. Il convient en outre de rester attentif à l'action de nombreux provocateurs qui tentent et tenteront d'alimenter la « guerre des pauvres contre les pauvres » [14] dénoncée par les dirigeants piqueteros.

La lutte de classes en Argentine s'exacerbe de façon accélérée parce que les exploités ont été mis sur la défensive par la mobilisation populaire et sont effrayés. Cavallo ne pérore plus depuis son piédestal mais implore une protection personnelle alors qu'il est conspué jusque dans son douillet refuge du sud du pays. De la Rúa s'est vu interdire de quitter le pays et les chefs de la police tentent d'échapper à une inculpation en justice. Les mafieux tels que Grosso, qui pensaient pouvoir grâce au nouveau gouvernement recommencer allègrement à piller le butin de l'Etat, ont été chassés en 24 heures par le rejet populaire, et le même destin attend tous les personnages du nouveau cabinet qui accumulent d'épais dossiers en justice (Franco, Frigeri, Vernet, Gabrielli). Le ménemiste Barra ne peut pas non plus prendre son café tranquillement et les juges de la Cour suprême sont une des cibles de la colère populaire. Ce climat de haine envers toutes les figures les plus emblématiques de l'oppression est historiquement un symptôme classique d'une révolution en marche.

La classe dominante est déconcertée par l'insubordination populaire et sonde diverses voies afin de désactiver le volcan, sans pouvoir dessiner aucune stratégie stable de domination. Ses penseurs n'ont pas encore digéré le coup de la révolte, ni l'effondrement des fantaisies néolibérales. Tous cependant reconnaissent la portée de l'argentinazo, qu'ils comparent avec la Semaine Tragique [15] de 1919 (Fraga), qu'ils assimilent à une « insurrection civique » (Morales Sola), auquel ils attribuent l'effondrement du gouvernement (M. Grondona) et le passage soudain à la rébellion active de la classe moyenne (V. Massot).

L'argentinazo a également provoqué un séisme dans les cercles intellectuels d'un centre-gauche écrasé par la démoralisation. Les plus affligés sont les porte-parole du discours impérialiste méprisant (« les Argentins sont incorrigibles ») et des vieux préjugés libéraux (« on revient maintenant au populisme »). Certains estiment que la chute du gouvernement a été « un épisode lamentable » (N. Jitrik), d'autres considèrent qu'« il n'y a pas de peuple, seulement des bandes qui s'affrontent » (T. Abraham), se demandent pourquoi « les fascistes sont toujours victorieux » (M. Giardinelli) ou insinuent que la barbarie est en train d'enterrer la civilisation à travers « un retour au 19ème siècle » (B. Sarlo) et au « caudillisme autoritaire » (T.E. Martinez). Ceux qui avaient proclamé « la fin des mobilisations populaires » (J.L. Romero) [16] et la victoire de l'individualisme consumériste sont choqués par un soulèvement qui réfute toutes leurs croyances. Certains en viennent, incroyablement, à mettre en cause le « manque de participation » de la population au moment où celle-ci est au zénith de sa mobilisation (E. Martinez).

Les responsabilités de l'extrême-gauche

Tous les slogans repris par les manifestants pendant et après l'argentinazo ont été dirigés contre le régime politique. Pas seulement contre Cavallo et De la Rúa, mais contre « toute la classe politique... car se sont tous des voleurs ». Ce sentiment populaire est à ce point dominant qu'une semaine seulement après la chute de l'Alliance, les mêmes chants prennent déjà pour cible Rodriguez Saa et ses « administrateurs corrompus » [17]. Le cri de « sans radicaux ni péronistes, nous vivons mieux » exprime clairement cette nausée de [18] années d'alternance de gouvernements de couleur différente mais partie prenante du même système. Un indice du rejet envers le régime sont les nouvelles manifestations en direction des tribunaux pour que démissionnent les « juges à la petite serviette » [19] (« on a déjà chassé De la Rúa, maintenant c'est au tour de la Cour »)

Mais jusqu'à présent, dans leur majorité, les manifestants ne savent pas ce qu'ils veulent, quelle pourrait être l'alternative. Dans le passé, un tel climat était utilisé par les militaires pour préparer un putsch, mais les gendarmes sont aujourd'hui aussi discrédités que les politiques. A travers les médias, on voit la droite naviguer dans cette

ambiance à la recherche d'un point d'ancrage pour quelque projet réactionnaire.

De par sa trajectoire et de par sa conduite, l'extrême-gauche n'est pas identifiée à la « classe politique ». Cependant, elle ne joue pas non plus un rôle de direction. Elle a pour responsabilité d'empêcher une manipulation par la droite des sentiments populaires, et aussi de rechercher des ponts entre la conscience des masses et le projet socialiste. On peut discuter la pertinence du mot d'ordre « assemblée constituante » pour permettre ce type de liaison (en effet, il pose correctement la nécessité d'un changement radical, tout en ayant aussi été très manipulé par le système politique haï) 19. Mais ce qui est incontestable, c'est la nécessité d'articuler des politiques, des mots d'ordre et des revendications qui favorisent la maturation socialiste de l'argentino. L'expérience d'autres pays et révolutions indique qu'une telle évolution ne s'est jamais faite de manière spontanée à travers « l'autoconvocation des masses ».

Le fait que la mobilisation actuelle soit dépourvue d'une direction reconnue et ne s'aligne politiquement sur aucun courant représente une grande avancée par rapport à la domination traditionnelle du péronisme. Mais la distance séparant cette mobilisation du socialisme constitue un obstacle qui doit également être reconnu. Il faut chercher les moyens de le surmonter dans les délais très courts imposés par la crise. Faire l'éloge de la dépolitisation ou de la présence active des organisations d'extrême-gauche n'est pas seulement nocif dans la bataille pour doter le processus en cours d'un contenu socialiste, mais est encore extrêmement dangereux face au discours anti-partis tenu par la droite.

Le doigt accusateur du peuple désigne déjà les politiciens et les juges du système. C'est maintenant au tour des banquiers, qui à travers le « corralito » [20] sont les grands protégés des institutions du régime. La propagande ouverte de l'extrême-gauche devient vitale afin que les financiers qui détiennent le pouvoir réel, au-delà des tribunaux et du Parlement, soient identifiés par les travailleurs comme le véritable ennemi.

Dans l'immédiat, deux grands terrains complémentaires doivent permettre de populariser une issue socialiste à la crise : les organismes propres dont se dotent les masses en lutte, et le champ électoral. Certaines formes embryonnaires de représentation directe ont été présentes dans l'argentino, mais de même que les organisations de piqueteros et les assemblées populaires qui les ont précédées, elles ne constituent pas encore des formes de pouvoir alternatif. Et quoiqu'un effondrement dans le fonctionnement de l'Etat puisse servir de déclencheur à leur développement rapide en tant qu'instrument alternatif aux activités étatiques de base, personne ne peut prédire un tel développement. L'extrême-gauche a mille fois raison de promouvoir la formation de ces organismes, mais il n'y a aucune loi de l'histoire qui garantisse leur apparition en masse.

Si les élections de mars se tiennent, l'extrême-gauche éveillera de grandes attentes, pour la bonne et simple raison que le spectre politique se trouvera exceptionnellement polarisé entre le péronisme, le centre-gauche et l'extrême-gauche. Un tel cadre permettrait de concrétiser le saut qualitatif d'une avancée historique de l'extrême-gauche, qui a déjà commencé à se dessiner dans les élections du 14 octobre et qui se développe à un rythme très soutenu. Une coalition d'extrême-gauche, par exemple, vient pour la première fois d'arracher aux radicaux la direction de la Fédération Universitaire [21]. Cela témoigne du type de progression exponentielle qui est à portée de main si l'on sait répondre aux opportunités qui se sont ouvertes.

Pour avancer à ce rythme, il faut agir sans hésitations, notamment en lançant le plus tôt possible une formule électorale unitaire de l'extrême-gauche, avec des candidats capables de canaliser le tournant politique en cours. Dans ces conditions, l'unité devient plus qu'appropriée : elle est absolument indispensable si l'on veut que la population puisse entrevoir une alternative. Penser dans les termes d'une « intervention programmatique » d'un petit groupe, alors que toutes les conditions sont données pour un formidable saut qualitatif de l'extrême-gauche, n'a aucun sens. Il faut gérer les divergences de façon positive dans le cadre d'une avancée générale de la perspective socialiste et atténuer les batailles obsessionnelles pour l'hégémonie. Après l'intervention commune dans l'argentino, en particulier lors du meeting commun du samedi 22, la voie vers l'unité est maintenant ouverte en

grand.

L'abstentionnisme constitue un obstacle à surmonter pour que l'extrême-gauche progresse, parce que la bataille électorale fournit pour le moment un champ très riche afin de présenter l'alternative socialiste à l'ensemble de la population. Il est complètement erroné d'opposer à ce cadre la lutte dans la rue, tant qu'un pouvoir populaire alternatif n'est pas en vue, car l'extrême-gauche a encore besoin de gagner beaucoup d'autorité et beaucoup de crédibilité politique. Elle constitue une force politique minoritaire qui peut se transformer à court terme en option de masse, si elle prend conscience de l'occasion exceptionnelle qui se présente actuellement. Pour se proposer de conquérir le pouvoir, il faut au préalable gagner l'adhésion des travailleurs, et cet examen reste à passer. Les préjugés antisocialistes du passé ont d'ores et déjà disparu, parce qu'à la différence de la période qui a suivi le cordobazo et de la grève générale de 1975, les Jeunesses Péronistes sont un mouvement fantôme, et qu'à la différence des années 80, l'alfonsinisme [22] est privé de toute base. Les délais se raccourcissent pour construire une force d'extrême-gauche à même de donner un sens au sacrifice des 27 camarades tombés et de construire la nouvelle société d'égalité et de justice dont rêvent les militants qui descendent quotidiennement dans la rue.

Buenos Aires, le 30 décembre 2001

Post-scriptum :

Notes du traducteur :

[1] Néologisme ou « argentinisme » intraduisible en français. On dit d'un très beau but au football que c'est un « golazo ». La semi-insurrection ouvrière, étudiante et populaire de 1969 à Cordoba, deuxième ville du pays, qui a inauguré tout un cycle de luttes, est passée à l'histoire sous le nom de cordobazo. L'argentino est donc le nom donné au grand soulèvement qui vient de se produire dans toute l'Argentine.

[2] Forme de lutte consistant à descendre dans la rue en frappant sur des casseroles de façon à faire le plus de bruit possible.

[3] Soulèvement populaire dans la ville de Santiago del Estero.

[4] Le corte de ruta, barrage ou barricade routière, est la forme de lutte privilégiée des piqueteros (ceux qui font des piquets), chômeurs et précaires dont le mouvement et les mobilisations se sont fortement développés ces dernières années. Voir, sur ce point notamment, l'article de Roberto Ramirez dans Carré Rouge n° 19.

[5] Le 17 octobre 1945, une immense mobilisation ayant à sa tête les ouvriers des usines frigorifiques fit échec à un coup d'Etat pro-US, consolida les conquêtes ouvrières, arracha la libération de Peron et imposa des élections libres - remportées par Peron en février 1946. Sur le cordobazo, voir la note 1. La grève générale victorieuse de juin-juillet 1975 avait été déclenchée par la décision du gouvernement péroniste de l'époque de ne pas homologuer les conventions collectives qui prévoyaient des augmentations de salaire supérieures aux objectifs qu'il avait fixés.

[6] Au centre de la capitale, cette place héberge la Casa Rosada (Maison Rose), siège de la présidence de la République, et constitue le lieu de rassemblement traditionnel de toutes les grandes manifestations.

[7] « L'Alliance » entre l'UCR (le parti radical, formation centenaire de la bourgeoisie) et le Frepaso (Front pour un pays solidaire, de « centre-gauche », formé en partie par des dissidents péronistes) avait gagné les élections présidentielles et législatives de 1999. Sa première grande crise avait été marquée par la démission du vice-président membre du Frepaso, « Chacho » Alvarez, que celui-ci avait motivée par une dénonciation de l'insuffisance de la lutte contre la corruption.

[8] Depuis le coup d'Etat militaire « gorille » ayant renversé le gouvernement de Peron le 16 septembre 1955, avec le soutien des Etats-Unis, de l'Eglise et du parti radical, ce terme est attaché non seulement aux militaires putschistes, mais aussi aux grands et petits bourgeois horrifiés par le

La signification de l'argentino

péronisme, non pas du fait de sa nature de classe, à 100 % bourgeoise, mais parce qu'il usait traditionnellement d'une rhétorique anti-impérialiste, s'appuyait sur les masses et leur faisait des concessions.

[9] Les motoqueros sont les jeunes très exploités qui gagnent leur vie comme coursiers à moto ou mobylette. Leur participation à l'argentino est déjà devenue un geste héroïque. En chargeant sur leurs engins la police à cheval, en faisant circuler l'information et en aidant les manifestants à se regrouper et s'organiser, ils ont largement contribué à la victoire sur le dispositif de répression.

[10] Appelée « la gauche » dans le texte original, comme plus généralement en Argentine où il n'existe pas de « gauche » réformiste traditionnelle telle que nous la connaissons en Europe.

[11] Terme utilisé pour désigner une « droite dure », aujourd'hui très minoritaire dans la vie politique.

[12] Respectivement, ministre et chef de la police fédérale.

[13] Pour leurs actes commis pendant la dictature militaire de 1976-1982.

[14] Référence, notamment, aux pillages de petits commerces qui ont ruiné leurs propriétaires déjà paupérisés.

[15] Insurrection menée par un mouvement ouvrier alors majoritairement anarchiste, qui fit trembler la bourgeoisie en janvier 1919.

[16] Ce personnage homonyme n'a évidemment rien à voir avec l'auteur de l'article suivant...

[17] C'est-à-dire les membres de l'administration présidentielle, pour lesquels on utilise en Argentine (et dans le texte original) le mot de « fonctionnaire », dans un sens évidemment très différent de celui en vigueur en France.

[18] Il s'agit des membres de la Cour suprême, aux ordres du pouvoir exécutif et désignés par lui à travers diverses manoeuvres. Un ministre du gouvernement de l'ancien président péroniste Menem avait l'habitude de leur transmettre ses instructions par des notes griffonnées sur de petites serviettes en papier utilisées dans les bars (servilletas).

[19] Menem avait convoqué une « assemblée constituante », qui avait modifié la constitution afin de lui permettre de se représenter à la présidence.

[20] Ce terme désigne ici les restrictions aux retraits bancaires et tous les désagréments qui en résultent.

[21] Organisme de représentation des étudiants de l'Université, dont les membres sont élus par scrutin de listes.

[22] Désigne les militants et l'opinion qui soutenaient l'ancien président radical Raul Alfonsín.